
Glanage à travers l'Europe

Jacqueline Chabaud

Voici quelques brèves informations sur la misère en Europe glanées sur internet par la Revue Quart Monde. En ramassant « les épis qui restent sur le sol après la moisson » - comme l'indique le Larousse de poche à propos du glanage - comment ne pas s'interroger sur l'abandon de nos idéaux européens ?

Rappel historique

En général, nous connaissons bien l'histoire des personnes appartenant à la noblesse ou à la grande bourgeoisie, un peu celle du monde populaire, mais à peine voire pas du tout celle de ceux qui ont vécu les situations extrêmes de pauvreté. Ils ne sont évoqués que de temps en temps, souvent avec mépris, comme un groupe turbulent et misérable [...]. Aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, les familles pauvres sont nombreuses et vivent dans une grande misère. Elles sont considérées comme dangereuses pour leurs enfants. Cette représentation négative donne lieu à une entreprise de dépossession de la famille populaire, vue comme le lieu d'émergence du vice et de la misère. Les enfants eux-mêmes sont perçus, d'une part, comme devant être protégés mais d'autre part comme dangereux pour la société : on les aide donc mais moyennant un travail proche de l'exploitation et on ne se soucie que très peu de leur instruction.

Le 20^{ème} siècle est celui des textes internationaux de protection des droits de

l'homme. Parmi ceux-ci, figure le droit de fonder une famille et le droit à la protection de la vie familiale. Ces avancées ne se traduisent pas automatiquement dans les faits. Les familles pauvres sont encore disqualifiées, rejetées aux marges de la société. Cette disqualification mène parfois jusqu'à l'élimination : 63 000 Suédoises, par exemple, ont été stérilisées de force entre 1935 et 1975. Il s'agissait presque exclusivement de femmes réputées « inférieures » ou « asociales » (Runcis, 1997 ; Jourdan, 1999 : 8) ; durant la même période, 40 000 personnes résidant en Norvège ont subi le même traitement ; 6 000 au Danemark (Jourdan, 1999 : 8).

La disqualification se traduit aussi par le retrait des enfants de leur famille : environ 1 500 enfants roms (gens du voyage) ont été retirés à leur famille, en Norvège, à la même époque (Runcis, 1997) ; entre 1926 et 1972, des centaines d'enfants du voyage furent arrachés de force à leurs parents en Suisse (Jourdan, 1999 : 8). (Laura Lhoir, www.amnesty.international.be).

Les pauvres exportés

Les autorités norvégiennes du 19^{ème} siècle étaient tellement déterminées à réduire le fardeau des contribuables lié à la pauvreté qu'elles ont fourni des allers simples vers les États-Unis aux personnes les plus pauvres du pays. Cette tactique a été révélée par le quotidien *Aftenposten* en 1869, et mise au jour à nouveau par l'auteur Sverre Mørkhagen, dans son nouveau livre sur l'émigration norvégienne, intitulé *Farvel Norge (Au revoir Norvège)*. On estime qu'au total, un million de Norvégiens ont quitté leur pays pour les États-Unis.

La stratégie n'était pas très bien vue aux États-Unis, où la presse norvégienne (parce qu'il y avait une presse norvégienne là-bas à l'époque) critiquait la manière antichrétienne dont les autorités norvégiennes se servaient des États-Unis comme d'un « *dépotoir pour les pauvres* » [...].

Cette façon de faire est aujourd'hui méconnue en Norvège, et selon Sverre Mørkhagen, il est important d'en parler afin de révéler « *le genre de communauté que nous avons il y a un siècle et demi* ». (www.norvege-fr.com/lactualite_details.php?id=1339).

L'hiver glacial

Janvier 2010. La Finlande n'a pas connu d'hiver aussi rigoureux depuis 1987. [...] Certaines personnes n'ont pas toujours les moyens de mettre 10 ou 15% de dépenses en plus dans le fioul ou l'électricité pendant les mois d'hiver. Et parmi ces Finlandais de nombreux seniors.

En effet, en Finlande (5.2 millions d'habitants), pratiquement 100 000 personnes âgées vivent à la limite du seuil de pauvreté. Selon une récente enquête menée par le Centre finlandais des

retraites, le risque de pauvreté augmente avec le vieillissement. Toujours selon cette étude, ce qui rend la pauvreté de ces aînés « particulière », est le fait que la majorité de ces seniors sont fiers. Ils n'acceptent pas d'être aidés ; ils souhaitent s'en sortir par eux-mêmes. Ils ne veulent pas des aides de l'État qu'ils considèrent comme étant de la charité. (www.Senior Acti.com).

Persécutés

Un nombre sans précédent de membres de la communauté rom de Hongrie a demandé l'asile en Suède, évoquant la pauvreté et une discrimination très répandue à leur égard dans les domaines du travail et de l'éducation dans leur pays. Mais la Suède ne l'a pas entendu de cette oreille. [...] Les représentants suédois ont expliqué que la Suède et les autres États de l'UE sont tenus au respect du traité leur interdisant de donner le statut de réfugié à d'autres citoyens de l'UE, une position que conteste l'UNHCR. « *C'est la question de la persécution et de la discrimination qui établit si quelqu'un est un réfugié. Ce n'est pas la nationalité de son pays d'origine* », a expliqué le délégué régional adjoint de l'UNHCR, Michael Lindenbauer.

Cependant les Roms disent agir ainsi par désespoir (...) Ils disent aussi que la position intransigeante adoptée par la Suède ne dissuadera pas d'autres Roms en Hongrie de rechercher l'asile à l'étranger.

« *Seuls les plus démunis partent à l'étranger* », a affirmé Sandor Csonka, la représentante de l'Association rom Lungo Drom à Mohacs, ajoutant que même ceux qui perçoivent le salaire minimum de 39 000 forints (200 dollars) par mois ne prendraient pas le risque de quitter leur emploi pour partir à l'étranger. « *Ceux qui partent fuient un désespoir et une pauvreté extrêmes.* »

Katalin, une jeune femme âgée de 27 ans, mariée et mère de deux enfants, fait partie de ceux qui se sont vu refuser la demande d'asile. Elle a été renvoyée de la Suède vers la Hongrie à la fin du mois dernier. « *On nous a dit que nous n'étions pas des réfugiés car il n'y a pas de persécution en Hongrie. Je me demande si cela ne revient pas à de la persécution que mes [deux] enfants dorment chaque jour dans un appartement glacial que je n'ai pas les moyens de chauffer.* ». (Andrea Szabolits, 12/12/06, www.UNHCR).

Supermarché social

Au *Vinzmarkt* de Vienne, ouvert par une association catholique, le pain est gratuit et les autres produits sont vendus au tiers de leur prix.

Gut und billig (Bon et pas cher), titre la devanture de ce qui ressemble, vu du trottoir, à un supermarché comme les autres. Pourtant, il n'y a pas partout, comme ici, une queue qui se forme à chaque ouverture du rideau de fer.

Toutefois, tout le monde ne peut pas faire ses courses dans cette supérette du centre-ville, ouverte grâce à une association catholique. Pour pouvoir remplir son cadi en parcourant les 170 mètres carrés de rayons, il faut être « membre ». Et pour être « membre », il faut être « pauvre », c'est-à-dire prouver que l'on gagne moins de 800 euros par mois pour une personne seule et moins de 1 150 euros pour un couple.

A Vienne, l'une des villes les plus riches du monde, où l'opulence s'affiche à chaque coin de rue, le succès du « supermarché social » en a étonné et déprimé plus d'un. [...]

Les yaourts mal étiquetés, les conserves arrivées à quelques jours de

leur date de péremption, les paquets de lessive un peu déchirés, d'habitude jetés par les grandes enseignes, le *Vinzmarkt* les récupère gratuitement donc, pour les vendre à des prix défiant toute concurrence. (Blaise Gauquelin, www.rue89.com/ 2008/09/27/autriche).

Les riches plus riches

Les inégalités de patrimoine se sont accrues entre 2002 et 2007 selon une étude du *Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung* (DIW, Institut allemand pour des recherches économiques) basée sur le panel socio économique (SOEP). Le décile le plus aisé de la population possède 61,1 % des biens privés, contre 57,8 % en 2002, tandis que 70 % des personnes moins aisées ne disposent que d'environ 9 %. Alors que les riches sont devenus plus riches, les moins bien lotis sont devenus plus pauvres ces dernières années en Allemagne. Les raisons de cette évolution sont au moins en partie imputables à la réforme des droits de succession et de l'impôt sur le revenu du capital, qui favorise les plus aisés. En Allemagne, pour être allocataire du nouveau *Arbeitslosengeld II* (équivalent du RMI français), il faut avoir liquidé son épargne au préalable, une réforme qui est au détriment notamment des personnes âgées dans les nouveaux *Länder*, selon les chercheurs du DIW. (www.inegalites.fr/spip.php?article1024&id_mot=114 12/05/2009).

Errants dans les gares

Une expérimentation pour l'accompagnement social et l'insertion professionnelle des personnes en errance dans les gares européennes a été lancée, le 27 janvier 2010, à Paris par Martin Hirsch, Guillaume Pepy et Luc Jerabek. Baptisé

« Hope », *HOmeless PEople in train stations*, ce projet transnational est soutenu par l'Union européenne.

Le projet Hope associe six pays de l'Union européenne - France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Pologne - et fédère, pour chacun d'entre eux, les entreprises ferroviaires, les associations de lutte contre la précarité et les représentants des services de l'État. Ce projet expérimental a pour ambition de développer une nouvelle forme d'intervention publique fondée sur une coopération renforcée entre acteurs nationaux et internationaux et une évaluation scientifique rigoureuse. [...]

Pour la France, l'équipe en charge du projet a choisi la gare de Paris-Nord comme terrain d'expérimentation. L'Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa), en lien avec le pôle sociétal de la SNCF ainsi qu'avec les équipes de « *Gares et connexions* » de la SNCF, assurera le pilotage, la coordination et le suivi opérationnel du projet. Elle sera également garante de l'évaluation de la prise en charge des personnes en errance dans la gare. Les représentants des associations sont également parties prenantes du projet, notamment par le biais de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (www.gouvernement.fr).

Aide d'office

Les familles les plus modestes doivent pouvoir bénéficier d'une aide d'office, sans avoir à la demander. Face aux répercussions de la crise, les Centres sociaux protestants de Suisse romande demandent l'introduction rapide de cette mesure sur le plan fédéral.

« *Nous lançons un appel aux politiques à agir en amont* », a indiqué à la directrice

du CSP Vaud Hélène Küng. « *Les Centres sociaux protestants sont prêts à aider les personnes individuellement, mais nous ne pouvons pas tout faire* », a-t-elle expliqué.

L'introduction de prestations complémentaires pour les familles modestes sur le plan fédéral a également les faveurs de la Conférence suisse des institutions sociales. Celle-ci a présenté en janvier une stratégie en 30 points, et invité le Parlement fédéral à légiférer en ce sens⁽¹⁾.

Pour Hélène Küng, il y a urgence. Si les familles n'ont pas besoin d'aller demander de l'aide, mais la reçoivent d'office, cela les mettra déjà « *un peu au-dessus du seuil de précarisation* ».

Avec la crise, les services d'aide sociale privés que sont les CSP ont constaté une forte augmentation de la demande. A Genève, les consultations sociales ont augmenté de 16% en 2009. Pour les services d'aide aux personnes surendettées, la hausse atteint 19%.

Dans le canton de Vaud, le « dépannage ponctuel » pour régler une facture d'une personne surendettée et éviter qu'elle ne se retrouve aux poursuites a déboursé 100 000 francs en 2009, contre 63 000 francs en 2008.

Comme chaque année en mars, les CSP des cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et Berne-Jura lancent une campagne de récolte de fonds (www.romandie.com/infos/ats/display2). ■

(1) Voir également p. 46, Marie-Rose Blunsch Ackermann, *Pauvreté et exclusion sociale : vers une stratégie nationale en Suisse*.